

QUEEN
HE
7815
.A5214
no. 6b

Dept. of Communications
Headquarters Library

TÉLÉCOMMISSION

Étude 6 b)

L'accès à l'information

Ministère des Communications

TK
5102.5
.C35
6(b)f
c.1

Queen
HE
7815
TK
5102.5
.C35
6(b)F
c.1
.AS24f
no.66

Industry Canada
Library Queen
AOUT 27 1998
AUG 27 1998
Industrie Canada
Bibliothèque Queen

RAPPORT DU SEMINAIRE
SUR
L'ACCES A L'INFORMATION
COMMENT CONNAITRE ET ETRE CONNU
tenu
sous les auspices du
Ministère des Communications
et du
Ministère de l'Expansion économique régionale
Université Carleton
Ottawa
15 - 17 mai 1970

© Droits de la Couronne réservés
En vente chez Information Canada à Ottawa,
et dans les librairies d'Information Canada:

HALIFAX
1735, rue Barrington

MONTREAL
1182 ouest, rue Ste-Catherine

OTTAWA
171, rue Slater

TORONTO
221, rue Yonge

WINNIPEG
393, avenue Portage

VANCOUVER
657, rue Granville

ou chez votre libraire.

Prix: 75 cents N° de catalogue Co41-1/6BF

Prix sujet à changement sans avis préalable

Information Canada
Ottawa, 1971

Ce document est le rapport du Séminaire sur l'accès à l'information. Il ne reflète pas nécessairement les vues du ministère des Communications ni celles du gouvernement fédéral et n'engage en aucune façon leur politique.

Le lecteur devra considérer ce rapport comme un document de travail dont la terminologie n'est pas nécessairement celle qu'ont adoptée les auteurs d'autres études de la Télécommission.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Introduction	1
1. Solutions face à l'anarchie	3
2. Les discussions	14
3. Conclusions	32
Annexe A - Participants	37
Buts du Séminaire	39

INTRODUCTION

Comment peut-on utiliser les techniques des télécommunications "pour s'approcher de la quantité optimale d'information qu'il soit idéalement possible de mettre à la disposition du plus grand nombre de personnes, de groupes et d'institutions?" Quels sont les "bénéfices sociaux et économiques que l'on retirerait d'une telle optimisation et quels inconvénients sociaux et économiques pourrait-on craindre sans elle?"

C'est à ces questions que devait répondre le séminaire sur l'accès à l'information tenu à l'Université Carleton, à Ottawa, du 15 au 17 mai, sous les auspices du ministère des Communications et du ministère de l'Expansion économique régionale, dans le cadre de l'étude de l'influence des télécommunications sur l'environnement effectuée par la Télécommission.

Comme le constatent rapidement les quelques 90 participants (hommes d'affaires, ingénieurs, informaticiens, spécialistes des sciences sociales, travailleurs sociaux, économistes, juristes et enseignants), le mandat est bien plus vaste qu'il ne le semblait au départ. Le mot-clé est optimum et non maximum. Certains délégués font remarquer qu'un maximum d'information pourrait faire plus de mal que de bien: dommages sociaux dans le cas où les cultures minoritaires seraient submergées par les valeurs et images des groupes majoritaires qui contrôlent les systèmes d'information; dommages psychiques pour un individu soumis à un barrage écrasant de messages d'information.

Le séminaire s'est subdivisé en cinq tables rondes. Les sujets de discussion: la technologie qui couvre tous les aspects des télécommunications depuis le traitement des données et la radiodiffusion jusqu'à la téléphonie; les aspects sociaux; les affaires (questions commerciales); la surcharge d'information, les banques de données et l'intérêt public. La plupart des participants ont soumis à l'avance les textes dans lesquels ils définissaient leur position. Après chaque discussion en groupe suivie d'une période de questions, l'ensemble se scinde en ateliers de travail multidisciplinaires. Le séminaire se termine par une session plénière qui prend connaissance du rapport de chaque atelier et en étudie les recommandations.

Le présent rapport comprend trois chapitres. Le premier présente une vue générale du séminaire. Le chapitre deux offre un résumé des exposés de position, tandis que le chapitre trois présente les conclusions de la réunion.

Comme cela a été le cas pour les précédents séminaires de la même série, la nature du sujet de discussion a provoqué une

"humanistes", les sociologues se faisant les porte-parole les plus remarquables du second groupe. Les esprits s'échauffent au point qu'un distingué scientifique déclare "en avoir marre de se voir rendre responsable de tous les maux du monde". Les hommes d'affaires sont eux aussi l'objet de critiques auxquelles ils répondent parfois avec exaspération, parfois avec colère.

Cependant, la confrontation porte moins sur des points d'idéologie que sur des questions d'approche intellectuelle et de style. Un groupe demande: "Quelles sont les bonnes réponses?" L'autre: "Quelles sont les bonnes questions?" Le séminaire n'arrive pas à trouver d'équilibre réel entre les deux positions, mais en identifiant clairement celles-ci, il entame peut-être le processus ardu d'un développement de synthèse. Après tout, dans les deux cas, qu'il s'agisse de réponses ou de questions, on les veut "bonnes".

Si quelques recommandations précises et bien présentées se dégagent des discussions souvent animées, on ne les attendait pas. Le résultat final est celui auquel s'attendaient les organisateurs du séminaire: un certain nombre de principes généraux destinés à orienter les techniques de télécommunications au mieux des intérêts de la société, ainsi que certaines suggestions particulières sur la manière dont le gouvernement et l'industrie devraient mettre ces idées en application. Il est intéressant de remarquer que l'extravagance de certaines propositions est telle qu'un homme d'affaires est amené à déclarer: "Si nous éliminons toute considération de prix, il est alors certain que la technique peut faire tout ce que vous lui demandez." Malgré cela, un grand nombre de personnes présentes ne partagent pas son opinion.

Chapitre 1

Solutions face à l'anarchie

"La première remarque qui me semble sauter aux yeux", déclare le sociologue Jacques de Guise de Laval, "a trait au caractère anarchique du développement technique. Les inventions se succèdent à un rythme de croissance géométrique...¹ mais cette croissance n'a presque jamais été planifiée ou orientée par des valeurs humaines ou des objectifs sociaux considérés désirables."

Très peu de participants (si l'on considère la grande diversité d'origines et d'intérêts représentés) font opposition à la thèse de de Guise. Selon ses dires, la technique obéit aux "lois d'airain" de l'innovation technique et du bénéfice commercial qui n'ont rien de commun avec les valeurs humaines ou les buts sociaux. Cependant, comment la société peut-elle définir ces valeurs avec une précision suffisante pour en faire des objectifs précis du progrès technique? Que signifient, en fait, les généralisations respectables comme "l'égalité" et "la liberté" dans le contexte des communications? L'accès à l'information est-il un désir, un besoin ou un droit? Quels sont les besoins minimaux d'information de notre société? Il est très difficile, voire impossible, de répondre à ces questions essentielles.

Tandis que les participants se débattent avec le problème de la définition des objectifs sociaux, l'idée de base de de Guise reçoit l'approbation massive de ses collègues sociologues.

"Je me rends très bien compte", déclare Thomas McPhail de l'Université Loyola, "que les besoins de la technique ont pris, par défaut, le pas sur la qualité et la substance de la vie humaine".

Un autre sociologue, Benjamin Singer de l'Université Western Ontario, déclare: "En supposant que le marché répond aux besoins humains plutôt qu'il ne les crée, et que le processus technologique satisfait aux besoins de la manière la plus rationnelle, nous avons adapté l'homme à nos techniques de communications plutôt que l'inverse".

D'après Singer, la plupart des sociétés présentent trois types de voies de communications: "les voies inter-personnelles", soit la conversation directe d'homme à homme; "les voies inter-personnelles dépendant d'une certaine forme de technique", ou la conversation d'homme à homme au moyen d'une machine comme le

1 cf. De Sola Price, Science since Babylon, Yale University Press, 1961.

téléphone; et "les voies de diffusion de l'information" dans lesquelles l'information va dans un seul sens, de la machine à l'homme.

"Je pense", déclare Singer, "que la technique a créé un surdéveloppement des voies de diffusion de l'information" qui sont les moyens de communications les moins satisfaisants. En particulier, "les moyens électroniques sont à l'origine de problèmes de nature individuelle et collective--pathologique-- du fait qu'ils ne répondent que trop peu aux besoins des particuliers qui sont sujet à un changement social très rapide".

Un autre phénomène, dû au développement technique non planifié des télécommunications, a été celui de la "privation d'information", déclare Diana Ironside de l'Ontario Institute for Studies in Education. "S'il y a abondance d'information pour certains d'entre nous, il existe un état de carence d'information dans notre société pour ceux qui ont le moins de pouvoir."

"Cette condition", dit Mlle Ironside, "est un phénomène de dimensions critiques pour un grand nombre d'éducateurs, de responsables du développement communautaire, ainsi que d'autres instigateurs de changements dans la société. Les bibliothèques sont considérées comme des institutions de la classe moyenne fortement orientées vers l'imprimerie..... Les écoles, le gouvernement et les institutions communautaires, qui sont en général les fournisseurs d'information, ont tendance à débrancher leurs propres voies de communications. Le droit des citoyens à l'information a été érodé."

Ces orateurs affirment tous que l'incroyable explosion des techniques de l'information au cours des quelques dernières décennies n'a que fort peu amélioré le débit réel d'information d'ordre politique et social. Elle n'a pas non plus amélioré l'accès du citoyen moyen à l'information. En prenant le téléphone comme exemple, et en se référant à une étude menée par ses étudiants de London, Ontario, Singer montre que "si la liaison technique de personne à personne est possible au moyen de ce système, on ne peut, dans la plupart des cas, atteindre les personnes à qui l'on voudrait le plus parler soit, en général, les personnalités importantes du gouvernement, de l'industrie et des organisations communautaires".

Elargissement du fossé

Dans son allocution d'ouverture, le président du séminaire cite la déclaration du principal orateur d'un séminaire précédent selon lequel "les techniques d'information, de par leur nature, renforcent les puissants"², et il faut remarquer que cette déclaration correspond en fait à un défi au principe de base du séminaire voulant que l'accès à l'information puisse s'accroître grâce à une utilisation adéquate des techniques de télécommunications.

Plusieurs orateurs citent des exemples dans lesquels les télécommunications augmentent en fait les disparités sociales au lieu de les réduire. Selon Jacques de Guise, si un téléphone à Rimouski coûte autant qu'un téléphone à Montréal, il est d'une moins grande valeur marchande étant donné que l'abonné de Montréal peut téléphoner gratuitement à au moins deux cents fois plus d'autres abonnés que celui de Rimouski. De plus, le Montréalais est "relié à un réseau d'abonnés plus importants". Les mêmes différences existent, selon de Guise, dans le domaine de la télévision: les habitants des régions éloignées payent directement (par l'intermédiaire des impôts) ou indirectement (en achetant des biens ayant fait l'objet de publicité) pour des services de télévision dont ils ne bénéficient pas.

Duke Redbird soulève un autre point d'inégalité. "La diffusion de l'information", dit-il, "présente un caractère ethnique qui n'est pas nécessairement celui de tous ceux qui la reçoivent". Les systèmes d'information sont soumis aux systèmes des valeurs de la classe moyenne d'expression anglaise et française qui ne sont pas ceux des Indiens ou d'un grand nombre d'autre citoyens du Canada.

L'utilité sociale de la télévision, le plus pénétrant de tous les systèmes d'information, est mis en doute, tout au moins sur deux points. Singer fait remarquer que "c'est un cliché bien classique des théoriciens des masses que de prétendre que les organes d'information engendrent la passivité ou l'apathie", contrairement à l'opinion de McLuhan selon laquelle la télévision engendre la participation. D'après Singer, les deux déclarations présentent une part de vérité. Cependant, nous nous trouvons actuellement "au sein d'une explosion d'information qui fait que l'homme moderne est surchargé d'informations; bombardé à un rythme sans cesse croissant de messages, il devient désuni et désorienté. Rien ne semble réel ou permanent, tout est passager... les images, le caractère, le style, même sa propre identité sont sujets à cette sensation de transition, qui crée une plus grande insécurité".

2. Alan Westin, de l'Université Columbia au Séminaire sur les télécommunications et la participation.

La télévision peut entraver la participation active d'une autre manière. Comme il apparaît dans une discussion d'un atelier, "la télévision offre une voie d'accès à l'information, mais en occupant le temps qui aurait pu être autrement consacré à des usages plus productifs, elle pourrait aussi aller contre l'accès à l'information".

Toutes ces critiques visent essentiellement les conséquences sociales accidentelles de la technique de l'information. Cependant, dans une situation sous contrôle, comme celle d'une entreprise commerciale, les télécommunications pourraient certainement servir des besoins définis avec précision. D'après plusieurs hommes d'affaires du séminaire, il pourrait en être ainsi, mais ce n'est pas souvent le cas.

Mike Lucas, de L&W Data Systems de Toronto, déclare qu'un grand nombre des systèmes d'informatique sont conçus selon les idées du concepteur du système plutôt que selon les besoins des usagers, c'est-à-dire qu'ils sont plus orientés vers la technique que vers l'utilisateur. Citant une autorité en la matière (sans l'identifier), Lucas dit: "Le domaine du recouvrement de l'information a été dominé pendant de nombreuses années par des gens affairés dépensant de grandes sommes d'argent à concevoir, ou à essayer de concevoir, des systèmes fantômes pour des gens inexistantes se trouvant dans des situations hypothétiques et ayant des besoins inconnus."

D'après John Sealy du bureau d'experts-conseils en gestion, Sampson, Belair, Riddel et Stead, "les responsables de la gestion demandent plus d'information qu'ils ne peuvent ou ne savent utiliser. Cette demande est faussement considérée comme équivalant à une amélioration du niveau de la gestion... Il y a, dans les affaires, un manque de bons étalons pour mesurer le rendement, y compris la valeur de l'information. Le monde des affaires sait mieux mesurer des prix que la valeur de l'information".

La solution: permettre aux gens de choisir

Au fur et à mesure du déroulement du séminaire, il devient de plus en plus évident qu'un grand nombre des critiques sont dirigées non pas contre les techniques de télécommunication, mais contre la manière dont elles sont appliquées. Si certains orateurs critiquent les défaillances des systèmes de télécommunication, d'autres, et en fait les critiques eux-mêmes, sont enthousiasmés par les possibilités de ces mêmes systèmes.

"Il faut permettre aux gens de choisir, non en masse mais individuellement, parmi un éventail varié d'idées, d'opinions, d'informations". C'est une déclaration de David Hughes, organisateur d'un groupe civique, "Town Talk", de Thunder

Bay, en Ontario, et le premier au séminaire qui a parlé de "choix".

"Le problème auquel nous faisons face est le manque total de choix, dans une ville à industrie unique et, d'un point de vue pratique, à moyen unique d'information", dit Hughes. Pour créer ce choix, "les citoyens doivent avoir un accès direct et sans obstacle aux organes de diffusion, en particulier à la télédiffusion par câble". Le système de télédiffusion par câble de Thunder Bay dessert 84 p.100 de tous les foyers, d'après Hughes. Le groupe civique voulait obtenir la permission d'utiliser l'un des canaux afin d'en faire une plate-forme où tout pourrait arriver". Parmi ces nouveautés, Town Talk, un programme d'affaires publiques. "Nous avons déjà obtenu de la Bibliothèque municipale qu'elle prévoie dans son budget l'achat de terminaux qui serviront de centres d'information à distance...des caméras vont être installées dans les salons; les gens pourront venir parler devant ces caméras; après réenregistrement au centre de la programmation, ces enregistrements seraient montés en programmes portant sur différents sujets". Résultat: "Les gens créeraient littéralement leurs propres programmes. Nous ne savons pas ce qui arrivera, mais nous aurons un milieu qui reflétera la réalité et non pas une réalité filtrée à travers les organes d'information."

Les gens seront des programmeurs et non seulement les destinataires des programmes. C'est là l'essentiel du projet de Thunder Bay. Duane Starcher, qui dirige la télévision éducative à l'Université Memorial (Terre-Neuve), présente une autre manière d'agrandir le choix, mais cette fois en amenant le monde extérieur jusqu'à une collectivité isolée. Au cours d'une expérience récente, des bandes magnétoscopiques ont été expédiées à destination de six petites localités des régions rurales de Terre-Neuve et du Labrador, afin de permettre à des adultes de suivre un cours universitaire de troisième année sur "la psychologie de l'apprentissage". On a essayé d'assurer une liaison téléphonique entre les étudiants et l'université. Cette tentative a échoué à cause de difficultés techniques. On a alors enregistré les questions des étudiants sur bande magnétique ordinaire qu'on expédiait alors à l'université par la poste. Les réponses du professeur, enregistrées elles aussi, étaient renvoyées de la même manière.

"C'était une solution provisoire (nous préférierions bien sûr offrir des cours télévisés en direct) pour une région où les solutions provisoires sont les seules qu'il nous sera possible d'appliquer pendant encore très, très longtemps." Les résultats sont là: les étudiants adultes ont obtenu des résultats aussi élevés que ceux qui ont pris le même cours à l'université. Au cours de l'année universitaire 1970-1971, le programme sera mis à la disposition de 13 localités.

Télévision sans publicité

La radiodiffusion est l'un des domaines des télécommunications dans lequel les inégalités régionales sont les plus marquées. D'après certains participants, la concentration des systèmes de télédiffusion par câble le long des régions frontalières ainsi que dans les grandes villes a tendance à accentuer ces inégalités. Le radiodiffuseur Stuart Griffiths, de Bushnell Communications Ltd., propose une solution sous forme d'un réseau national de télédiffusion par câble à 25 canaux, capable d'offrir une gamme très étendue de possibilités de programmation. Ce réseau pourrait être financé uniquement grâce à des abonnements d'environ \$150 à \$200 par an (les abonnés de la télédiffusion par câble payent actuellement environ \$60 par an). "C'est là notre dernière chance de créer un système de télévision qui ne soit pas esclave de la publicité."

D'après Griffiths, "un système national de télédiffusion par câble aurait pour effet d'égaliser les services de radiodiffusion offerts aux Canadiens... (et) pourrait accélérer la mise en place de nouveaux moyens de production de programmes canadiens ainsi que la formation d'un personnel compétent". Bien que tout ceci puisse arriver dans un avenir proche, Griffiths remarque que "le changement radical est généralement repoussé par ceux qui sont soumis à ce changement. La prochaine décennie de radiodiffusion canadienne ne fera probablement pas exception." Certains radiodiffuseurs d'aujourd'hui "considèrent encore la télédiffusion par câble comme un concurrent, un parasite."

Le système de Griffiths offrirait aux Canadiens une bien plus importante programmation que celle d'aujourd'hui. Cependant, quantité ne veut pas forcément dire variété, pas plus que choix. Certains participants objectent qu'un réseau national de télédiffusion par câble, en dépit de ses avantages évidents, permettrait la prolifération de la programmation commerciale actuelle. Comme le dit l'un d'entre eux: "Nous ne verrions plus seulement "Ma sorcière bien-aimée" mais également "La sorcière que j'aime", "Ma sorcière et moi", etc., etc."

La véritable difficulté, d'après un grand nombre de participants, tient moins à la nature du système de transmission qu'au caractère de ceux qui le possèdent et l'exploitent. Le caractère commercial de la télévision, et Radio-Canada tout autant que le réseau privé, fait l'objet de critiques répétées au point que l'un des participants déclare "Nationalisons Radio-Canada".

fl

Programmes et matériel

C'est alors que prend corps le principe de la séparation entre le système de transmission et les programmes transmis par son intermédiaire. Selon le radiodiffuseur Stanley Burke: "Nous devrions considérer les systèmes d'information comme des services d'utilité publique et non comme un monopole privé". Le principe d'envisager sous l'angle du service public le matériel de communications retient l'attention de plusieurs ateliers de travail. Environ la moitié des participants estime que les systèmes de communications devraient être exploités par le gouvernement, tandis que l'autre moitié veut les confier à une entreprise commerciale bien réglementée.

Les avantages de la solution relative au service public, d'après ses partisans viennent de ce que les services seraient étendus dans tout le pays et seraient à la disposition de tous les abonnés éventuels. Les producteurs et les programmeurs auraient un accès non restreint au système, à la condition qu'ils soient capables d'assumer les frais de transmission.

Pour certains participants, la séparation entre le matériel et les programmes laisse cependant trop de liens en place. L'un d'entre eux déclare que la programmation serait toujours sous la domination de la "confrérie de la salle des commandes", l'élite habituelle des directeurs, producteurs et scénaristes. Cette critique reçoit un appui considérable, si bien qu'un participant murmure, à mi-voix: "J'ai le sentiment désagréable que nous sommes d'accord avec Spiro Agnew".

L'accès devrait donc être total. L'un des partisans les plus vigoureux de ce point de vue est Stanley Burke qui déclare s'occuper de l'organisation d'un groupe de citoyens cherchant à obtenir l'accès libre aux systèmes de télédiffusion par câble à Toronto³, sans aucun contrôle ou aucune censure des exploitants de la télédiffusion par câble. Cependant, même Burke et David Hughes se trouvent menacés d'être débordés. Quelques participants font remarquer que si les groupes de citoyens de Thunder Bay et de Toronto avaient toutes les chances de réaliser des programmes d'une représentativité beaucoup plus large que ceux dont on dispose actuellement avec la télévision commerciale, ces programmes continueraient de refléter les intérêts et les opinions des groupes eux-mêmes. La radiodiffusion continuerait donc d'appartenir au nombre relativement restreint de Canadiens assez dans le coup pour produire des émissions tandis que la grande majorité des gens continueraient de demeurer intouchés. Dans ces conditions, il semble improbable qu'un accès illimité

3. Groupe organisé en août 1970, sous le nom d'"Intercom".

être le village tribal de McLuhan mais une ville aux 1,000 ghettos". L'accès illimité renforcerait probablement le pouvoir des forts, selon Westin, étant donné la grande diversité des moyens d'exploitation des connaissances, moyens que tout le monde ne possède pas.

Plus simplement, l'accès a des limites, imposées par le coût et la rareté de la technologie nécessaire. De plus, la notion de limites implique celle de contrôle, sous une certaine forme. Comme le dit un atelier de travail "qui déciderait des informations à recueillir et de la manière de les utiliser?"

Choix individuel

Ce choix revient à l'individu, d'après un grand nombre des participants. D'après eux, les techniques d'information devraient entièrement tendre vers la création d'instruments qui, selon les mots de Michael Harrison de Southan Business Publications, "répondent aux besoins de l'individu" et lui laissent le contrôle final.

Bien que les organes de diffusion aient recours à des instruments tels que les "tribunes radiophoniques" et les rubriques que la presse consacre aux opinions et aux plaintes des lecteurs, Harrison dit que "ces efforts d'adaptation des organes existants peuvent n'être que des palliatifs étant donné le fait inévitable qu'aucun organe d'information à grande diffusion ne peut répondre aux besoins individuels. Les organes individualisés comme les banques de données représentent la "nouvelle vague de moyens d'information". Elles donnent à l'utilisateur la possibilité d'être un interlocuteur, de partager son expérience par le truchement d'une voie de communication ordinaire et de réagir à l'information présentée par la banque, donnant à celle-ci la possibilité de répondre".

Plusieurs orateurs voient un bénéfice social énorme dans l'établissement de banques de données électroniques. "La mise en place d'une série de banques de données" dit Diana Ironside, "contenant des données et des informations au service des besoins fortement prioritaires des particuliers et des hommes d'affaires, pourrait remédier à la pénurie d'information jusqu'à un certain point. De quel genre d'information gratuite devrait bénéficier le public? Une liste partielle pourrait comprendre l'information, souvent mise à jour, relative à la disponibilité et au prix d'une vaste gamme de produits de consommation, aux possibilités éducatives, aux possibilités de travail, au logement et biens immobiliers, aux bureaux consultatifs, aux services de santé, aux services de bien-être, ainsi qu'aux services gouvernementaux aux niveaux fédéral, provincial et municipal".

Dans son allocution, Monique Ouellette, du Conseil canadien de la recherche urbaine et régionale, expose les plans d'établissement par le Conseil d'un service d'information sur la plus grande quantité possible de questions urbaines, tandis que Gail Stewart, économiste d'Ottawa, insiste sur la nécessité de créer rapidement une banque nationale de données sur les affaires des consommateurs.

Plusieurs hommes d'affaires présents soutiennent que les services nationaux d'information ne devraient pas être assurés par le gouvernement. Harrison dit que "le gouvernement n'a pas à intervenir dans le fonctionnement des organes de diffusion de la nation..... Je pense, toutefois, que le gouvernement devrait aider la recherche et le développement relatifs à des systèmes d'information et de transmission qui pourraient être réalisés économiquement par des moyens privés". D.D. Lockhart, de l'Association canadienne des exploitants forestiers, pense que "l'industrie considère généralement avec effroi le principe d'un système énorme de recouvrement des données. Je pense que l'industrie ne voit pas d'un bon oeil une participation trop importante du gouvernement à ceci."

"Il serait idéal de pouvoir offrir des services d'information à tarif unique dans tout le pays de manière à minimiser la disparité régionale, dit Mike Lucas, conseiller en informatique. Il est peu probable qu'une banque de données électronique trouve un grand nombre de clients en dehors des régions très peuplées du pays, si ces clients doivent assumer le coût total des communications. La solution pourrait être "un système électronique de transmission des données qui puisse assurer des services dans tout le pays à des tarifs bien définis. Certaines subventions seraient alors nécessaires".

La discussion porte fréquemment sur la disparité croissante de l'accès à l'information entre les régions métropolitaines et rurales. Un atelier trouve que "puisque l'on subventionne les transports afin d'en rendre le prix uniforme, pourquoi ne pourrait-on en faire autant pour les communications?" La "mentalité urbaine" des planificateurs des communications fait l'objet de critiques, et un atelier se pose la question de savoir si les communications ont précédé ou succédé le développement, "comme une route dans une région isolée". Un membre de la table ronde discutant des affaires fait cependant remarquer que le coût des communications "n'est qu'un facteur mineur dans le choix des emplacements industriels, si on le compare à celui du transport, à la disponibilité de la main-d'oeuvre, à la structure fiscale, etc."

Quelles que soient les conséquences économiques de l'uniformisation des coûts des communications, on ne peut qu'envisager des bénéfices sociaux en ce qui a trait à la

suppression de l'isolement et au développement de l'accès à l'information. En faveur de la mise en place de banques de données et de systèmes d'information nationaux à bon marché, Ron Pomfret, du ministère de l'Industrie et du Commerce, déclare qu'"aucune mesure ne serait aussi avantageuse que l'introduction d'un tarif unique pour le téléphone, qu'elle que soit la distance". Le tarif unique, comme dans le cas du courrier, permettrait aux habitants des régions isolées de prendre contact avec les banques de données à un prix indentique à celui que paieraient les citadins. Un grand nombre de participants partagent cette opinion.

C'est probablement le prix qui déterminerait le succès ou l'échec de l'"information sur commande" proposée par Robert Russel, d'Orba Information. Celui-ci prévoit que son système répondrait aux besoins de l'individu en communications véritablement individualisées, lui permettant de choisir ce qu'il veut, quand il veut et où il veut: qu'il s'agisse d'information alphanumérique (recouvrement des données) ou analogique (radiodiffusion sur demande). Une version préliminaire de ce dernier moyen (le système expérimental de recouvrement des données par télévision de Bell Canada et de la Commission des écoles publiques d'Ottawa) est présentée au cours du séminaire. Ce système permettrait à chacun de bénéficier de l'équivalent d'une vidéothèque personnelle mais complète. Chacun commanderait un film ou un programme particulier qu'il désire voir, et celui-ci serait immédiatement présenté sur son écran de télévision.

Don Atkinson, de Bell Canada, fournit quelques détails du coût des systèmes individuels d'information. La prestation des services à chaque foyer d'une agglomération de 26,000 maisons coûterait entre 25 et 85 millions de dollars par an, selon le modèle de terminal mis en place.

S'il s'agit d'un téléscripateur pouvant recevoir des données émises par un ordinateur, le coût serait d'environ 30 millions de dollars par an. S'il s'agit de tubes à rayons cathodiques capables de recevoir des données visuelles d'ordinateur (graphiques, cartes, etc.), le coût serait de 85 millions de dollars par an; un système de terminaux à domicile comprenant des téléphones à clavier pouvant envoyer des données élémentaires à un ordinateur et recevoir des réponses audibles enregistrées (pour des opérations bancaires, des achats) coûterait environ 25 millions de dollars par an; le système coûterait donc à chaque foyer entre \$1,000 et \$2,600 par an.

De toute évidence, le coût de tels systèmes très perfectionnés limiterait fortement leur utilisation, sauf dans les jours riches prédits pour la société pleinement post-industrielle. Les participants du séminaire concentrent plutôt

leur attention sur les systèmes d'information moins poussés du point de vue technique et du point de vue du prix.

Le défi consiste ici à faire correspondre les techniques existantes avec les besoins réels. Mais, encore une fois, comment évaluer ces besoins?

Il faut reconnaître que toute tentative d'établissement de priorités précises dans le développement des communications se heurte à deux difficultés: manque d'information sur les besoins de la société en services de communication et manque d'information sur l'influence de ces services et systèmes sur la société. Des recommandations sur ces deux manques d'information sont présentés en détail au chapitre trois.

Chapitre 2

LES DISCUSSIONS

La technologie de l'information

Au cours de la première table ronde, quatre orateurs décrivent ce qui peut être fait au moyen des techniques existantes et ce qu'il est possible de faire grâce aux techniques futures. Ils expliquent, à des degrés divers, ce qu'ils aimeraient voir faire à l'aide de ces techniques.

Stuart Griffiths, Bushnell TV. La technologie de la radiodiffusion semble se tourner "non pas vers l'évolution mais vers la révolution". Le catalyseur de cette révolution est la télédiffusion par câble.

D'après Griffiths, la télédiffusion par câble dessert environ un million de foyers canadiens. En même temps la demande de télévision éducative augmente rapidement: "On étudie actuellement la possibilité de distribuer des émissions éducatives à l'aide d'émetteurs UHF, solution assez pratique en ville mais n'offrant qu'un service très limité en dehors".

"L'expansion de la télédiffusion par câble devrait recouper bientôt celle de la télévision éducative", lorsque les principales zones urbaines auront été complètement câblées et que le câble atteindra des agglomérations plus petites. L'avantage de la diffusion par câble par rapport à la transmission en UHF deviendra alors évident. Les demandes d'acheminement par câble de la télévision éducative et d'autres services spécialisés auront rendu classique le système à 20-25 canaux.

"On peut prévoir l'utilisation courante du système par câble à 25 canaux dans les cinq prochaines années", en remplacement du système actuel de radiodiffusion. La télévision et la télédiffusion par câble d'aujourd'hui subissent une évolution dans laquelle leurs rôles actuels mèneront à de nouvelles et meilleures relations; c'est pourquoi nous considérons la télévision classique et la télédiffusion par câble comme identiques".

La transition entre la radiodiffusion et la télédiffusion par câble ne serait pas "organisée et logique". De même, elle ne se produirait pas d'une manière uniforme dans tout le pays. "Les localités de moyenne et petite importance en sentiront les effets les premières; les grandes villes présentant d'importantes concentrations de spectateurs faciliteront la survie de la télévision classique dont le financement est assuré par la publicité..... Les téléspectateurs des petites localités, ayant souvent un moins grand nombre d'autres moyens de

divertissement, n'admettront pas de continuer à être des téléspectateurs de seconde classe".

A l'heure actuelle, les trois réseaux canadiens assurent une programmation initialement canadienne, sans programmes locaux, d'environ 20 à 25 heures par jour. "La mise en place complète d'un système par câble comportant 25 canaux exige environ 400 heures de programmation quotidienne." Un tel volume de programmation diviserait les auditoires "en des éléments si petits que le financement apporté par la publicité ne se prêterait pas à la tâche. Il est nécessaire d'établir ce financement sur de nouvelles bases. Nous pensons que la forme la plus adéquate serait celle de l'abonnement" -- c'est-à-dire celui des propriétaires individuels pour le service de télédiffusion par câble.

Griffiths évalue à 890 millions de dollars par an le coût total d'un réseau national à 25 canaux, alors que l'on dépense actuellement 550 millions de dollars pour la radio et la télévision, tant publiques que privées. En admettant que les 5.5 millions de foyers canadiens pouvant recevoir les signaux de télévision seraient branchés sur le réseau, les calculs qu'il a effectués montrent que le coût total du système pourrait être couvert par un abonnement de \$150 à \$200 par an. Il n'y aurait plus besoin des 135 millions de dollars que rapporte à l'heure actuelle la publicité aux radiodiffuseurs classiques.

"Un tel système pourrait distribuer des programmes, tant en anglais qu'en français, dans tout le Canada pour une faible augmentation de prix, ce qui contribuerait à l'unité nationale. Un tel système accélérerait l'établissement de moyens supplémentaires de production de programmes canadiens et la formation de personnel compétent, ce qui contribuerait à asseoir notre identité nationale. Un tel système pourrait être mis au point pour un peu moins du double des frais actuels de la radiodiffusion." Toutefois, selon les paroles même de Griffiths citées au chapitre 1, les changements nécessaires peuvent se voir opposer le refus de ceux qui les subiraient.

Ron Pomfret, ministre de l'Industrie et du Commerce.
 "Mon rôle dans ce séminaire consiste à présenter un autre aspect des communications en décrivant les moyens non électroniques de communication et en indiquant la manière de les employer conjointement avec les techniques électroniques."

Les deux formes les plus courantes de communications non électroniques sont la page imprimée (livres, rapports, brochures, catalogues) et les machines à photocopier qui peuvent reproduire des feuilles imprimées au prix de 1 à 2 cents la page.

La transmission par facsimilé sur voie téléphonique revient à \$3 la page. On note le développement important de la miniaturisation: microfilm; microformule; microfiche. A l'Université Laval, on a associé la technique des microfilms au système de recouvrement de l'information en circuit fermé. "Il en résulte qu'un enseignant se trouvant éloigné du centre de documentation peut demander un renseignement par téléphone à ce centre et étudier les résultats de l'opération de recouvrement de l'information sur un récepteur de télévision."

L'utilisation des microfiches se développe d'une façon régulière. Les lecteurs de microfiches peuvent s'obtenir aux Etats-Unis au prix de \$50, mais ils coûtent \$75 au Canada. "On se demande pourquoi une société canadienne ne pourrait pas concevoir et construire un lecteur de microfiches pouvant se vendre à un prix inférieur à \$75. Le "Mini-Biblex" qu'offre l'Association du Barreau du Québec permet de réduire 323 volumes juridiques en deux petits tiroirs de microfiches, ce qui permet aux juristes d'une petite ville d'acquérir les mêmes ressources juridiques que leurs confrères d'une grande ville."

Dans le système préconisé par Pomfret, il ne sera pas transmis de grandes quantités d'information, par exemple, le contenu complet d'un livre, aux particuliers sur leur demande, par téléphone ou télévision. L'utilisateur achèterait plutôt le livre ou la version sur microfiches. Ayant une bibliothèque complète de microfiches à son domicile ou à son bureau, il se servirait du téléphone pour demander à un index électronique de lui indiquer le numéro de référence des données pertinentes qu'il retrouvera dans sa bibliothèque miniature.

D'après Pomfret, il serait nécessaire, pour arriver à un tel système à l'échelle nationale, d'assurer

- (1) l'utilisation à grande échelle des microformules et des lecteurs/imprimeurs correspondants.
- (2) le remplacement du téléphone actuel par une unité qui imprimerait aussi les messages à la suite d'une demande adressée à un index électronique.
- (3) la suppression des frais d'appel interurbains pour le téléphone entre les stations canadiennes. "Si l'information peut se déplacer librement dans le pays, et si les disparités régionales de différentes sortes peuvent être surmontées, il nous sera tous possible de communiquer économiquement entre nous."

Hans j. von Baeyer, Acres Intertel. Il faut faire la distinction entre deux types d'information. "Information

primaire désigne le document original lui-même sous forme d'une publication ou d'une liste de données brutes; l'information secondaire est le résultat du traitement de l'information primaire facilitant son accès." Parmi les exemples d'informations secondaires, on trouverait les résumés, revues, listes bibliographiques, etc.

"Lorsque l'information secondaire existe sous une forme assimilable par la machine, elle peut être facilement mémorisée et récupérée à l'aide de mémoires électroniques, tandis que la mémorisation de l'information primaire, du fait de son volume, ne peut dans une grande mesure être manipulée que par des mécanismes classiques de stockage et de recouvrement de l'information comme les bibliothèques."

"Etant donné le peu de cohésion entre les centres actuels d'information et l'état rudimentaire de l'échange d'information secondaire (c'est-à-dire les références), les usagers ont souvent du mal à trouver les sources de l'information. Il faudrait une série de réseaux de recouvrement de l'information. "Ce système ne nécessite pas l'établissement d'une banque centrale des données et il ne constitue pas une source monolithique d'information..... Il demande seulement que le contenu de chaque collection particulière soit connu, défini et répertorié dans un ordinateur régional, l'ensemble de ces derniers formant un système qui puisse fournir l'information de référence, quel que soit le lieu où l'on se trouve, menant éventuellement à la réponse, suivant l'ordre hiérarchique, à une demande particulière."

Von Baeyer spécifie que l'on trouve les détails d'un tel système de réseaux au chapitre 7, partie II, de l'étude spéciale n° 8 sur la science et l'information technique au Canada, publiée en 1969 par le Conseil des sciences du Canada.

"Il n'y a aucunement lieu de penser qu'il faille des pupitres d'accès perfectionnés en chaque endroit éloigné du pays; pas plus qu'il n'est nécessaire que celui qui veut faire une recherche connaisse les principes de codage et d'indexage du réseau. Les jonctions humaines et l'interprétation humaine seront encore longtemps la méthode la plus sûre d'accès au réseau."

D'une certaine manière, l'idée de von Baeyer est une rationalisation post-factum car il existe déjà plusieurs réseaux reliant des universités dans certaines régions. On procède à l'organisation et à la mise en place de systèmes d'information provinciaux dans des domaines particuliers comme l'éducation et les services de santé, tandis que le Conseil national de recherches procède à l'établissement de son service d'information technique.

Don Atkinson, Bell Canada. Son exposé traite des systèmes "interactifs" d'information homme-machine dans lesquels l'utilisateur est séparé de la mémoire soit dans l'espace, soit dans le temps, la jonction étant assurée par les télécommunications.

Dans l'étude de tout système particulier de ce genre, le facteur critique dont dépendrait la conception, et donc le coût du système, est celui du "besoin de savoir". La possibilité de récupérer un journal comme La Presse de Montréal d'une banque de données et de le reproduire électroniquement sous sa forme originale semble très lointaine car on peut l'obtenir facilement et rapidement par la poste. "D'une façon générale, les télécommunications prennent de l'importance lorsque le temps devient un facteur prédominant et critique. Ce besoin tend à remplacer d'autres facettes qui autrement entreraient en jeu, comme un très bas prix pour une transmission lente".

Dans tout système interactif d'information par télécommunications, le coût total, qui à son tour doit être relié à la "valeur de service" du système proposé, dépend de trois variables principales: "(1) la distance; (2) la vitesse d'affichage qui est liée à la largeur de bande; et (3) la définition de la reproduction requise."

Pour la gouverne des participants, Atkinson détermine le coût probable de l'installation d'un système interactif dans une collectivité hypothétique de 26,000 foyers.

Les modèles de terminaux envisagés par Atkinson et leur coût possible pour les usagers sont présentés au chapitre 1. Les courbes de probabilité établies par Atkinson avant d'arriver à ces évaluations sont présentés à l'Annexe B. 4

La sociologie de l'accès

Presque tous les systèmes d'information présentés à la première table ronde coûtent des millions de dollars. A l'opposé, Duane Starcher traduit l'esprit du second groupe d'étude en disant: "Je parle de milliers de dollars et non de méga-dollars et de méga-systèmes ainsi que de magnifiques tracés de chemin critique." En fait, l'exposé de Starcher a pour sous-titre: Que faire en dehors de la cité câblée?

4. Les graphiques 2, 3 et 4 représentent le coût total probable par an de l'ensemble du système (dans le graphique 2, par exemple, système par téléscripteur: coût minimal 10 millions de dollars; maximum possible 50 millions; probabilité de 50%, soit le coût moyen, 30 millions).

Duane Starcher, Université Mémorial, Terre-Neuve. Dans son exposé, il décrit une expérience consistant à offrir des cours reconnus, en dehors de l'université, à des adultes vivant dans de petites localités pouvant se trouver jusqu'à 800 milles à vol d'oiseau de l'université.

"Les outils du système sont assez courants: récepteurs de télévision, magnétoscopes, appels téléphoniques de conférence, textes et autres imprimés", dit Starcher.

"Ce qui n'est pas courant, c'est l'application particulière de ces outils combinés à une extension purement rurale des cours universitaires reconnus".

D'après Starcher, on ne peut considérer la télévision éducative de la manière habituelle. Terre-Neuve ne pourrait pas s'offrir le réseau éducatif UHF que l'on prévoit pour l'Ontario; la directive du CRTC selon laquelle tous les exploitants d'entreprises de télédiffusion par câble doivent réserver un canal pour la télévision éducative n'a pas de sens étant donné qu'il n'y a pas de télédiffusion par câble à Terre-Neuve.

Les cours par correspondance représentent un premier pas vers la suppression de ce handicap en matière d'éducation des adultes. "Il faut cependant beaucoup plus que les inscriptions parsemées au cours par correspondance; on a besoin d'une méthode qui encouragerait réellement la participation, non seulement aux cours universitaires, mais une participation de groupe régulière et fréquente."

Il a donc été décidé d'organiser un cours reconnu de 25 semaines au moyen de bandes magnétoscopiques. Six localités ayant chacune une école de formation professionnelle ont été choisies pour l'expérience: Port-aux-Basques, Stephenville, Labrador City, Lewisporte, Clarendville et Burin. (Labrador City n'ayant pas d'école professionnelle, on a choisi à la place une école secondaire). Les 33 programmes du cours, "la psychologie de l'apprentissage", ont été préparés au centre de télévision éducative de l'université. On a installé dans chaque localité éloignée un magnéscope pour la reproduction des bandes qui ont été distribuées par la poste.

Afin d'assurer un contact direct entre le professeur et les 224 étudiants, on a voulu utiliser les appels téléphoniques de conférence. Malheureusement, les liaisons ont presque toujours été très mauvaises, voire inexistantes, et "les tensions causées par ces incertitudes ont paralysé les étudiants". Finalement, on a procédé à un échange de bandes magnétiques ordinaires (audio) entre les étudiants et le professeur, comme on l'a vu au chapitre 1.

La communication électronique était doublée par la communication de documents de base et de textes écrits. "Dans l'ensemble, on ne peut pas dire que les étudiants aient été privés des documents nécessaires même s'ils étaient loin de la bibliothèque de l'Université."

Il en a résulté que les étudiants de l'extérieur ont obtenu des notes aussi élevées que ceux qui suivaient les cours à l'Université même..... qui tous avaient l'avantage important d'avoir pu suivre un cours d'initiation à la psychologie. A la suite de ce succès, le programme de 1970-71 a été étendu de 6 à 13 localités et de 1 à 3 cours reconnus (deux en pédagogie). Le but final est de créer six cours donnés dans 25 localités éloignées.

"Il est évident, ajoute Starcher, que la méthode de distribution décrite ici se prête particulièrement bien aux besoins actuels de Terre-Neuve." Cependant, les techniques permettant de faire des "outils de diffusion de l'information un moyen économique permettant d'atteindre les populations éloignées, particulières et peu nombreuses" peuvent s'utiliser n'importe où au Canada, en particulier dans le Nord.

"En bref, les moyens de diffusion de l'information représentent une ressource nationale. Bien que l'éducation soit une responsabilité provinciale, les personnes instruites sont elles-mêmes une ressource nationale non limitée par une juridiction provinciale. L'éducation exige l'accès au réseau d'information du pays plus qu'à toute autre ressource nationale."

Jacques de Guise, Université Laval. Les techniques de la télécommunication tendent à augmenter les inégalités régionales de l'accès à l'information. L'inégalité de l'accès au moyen du téléphone, par exemple, a déjà été expliquée au chapitre 1.

"Elle n'est pas tellement une question de sous-développement qu'une question de retard sur la grande ville concurrentielle". Ce retard pourrait très bien s'accroître "parce que les équipements technologiques modernes ont des seuils de rentabilité de plus en plus élevés et risquent d'être le privilège d'agglomérations sans cesse plus grandes.

"Loin de moi l'idée que le téléphone ou Bell Canada soient à eux seuls responsables du développement ou du sous-développement d'une région. Le téléphone n'est qu'un facteur parmi beaucoup d'autres."

Le second exemple de de Guise, la télévision, a déjà été mentionné au chapitre 1. "Un appareil de télévision ne se vend pas moins cher à Rimouski qu'à Montréal, même si à Montréal la

quantité des services de télévision disponible est de quatre fois supérieure (sans tenir compte des câbles et des stations américaines)."

Ceux qui vivent dans de petites agglomérations éloignées des grandes métropoles sont souvent privés de divertissement. "Pour compenser cela, on pourrait s'attendre à ce qu'en toute logique on leur offre plus d'émissions de télé qu'ailleurs; il faut se rendre à l'évidence que c'est l'inverse." Les minorités culturelles et ethniques des régions urbaines souffrent d'inégalités semblables. "Jamais, semble-t-il, il ne nous est venu à l'esprit l'idée que le contrat d'exploitation de la télé dans les grandes villes pourrait s'assortir d'une clause d'obligation de desservir les populations non rentables."

On a déjà parlé au chapitre 1 de la théorie de de Guise sur la nature anarchique du développement technique ainsi que de sa croyance en la prédominance du bénéfice économique sur les valeurs humaines. "Cette confusion entre innovation technologique et progrès social ou entre croissance économique et développement d'une société" explique les inégalités grandissantes qui existent entre les peuples ou entre les classes d'un peuple. Il faut maîtriser la technique si on veut la mettre au service des valeurs et des idéaux. "Nous dépensons actuellement des sommes folles à nous procurer la technique; nous payons d'un prix plus énorme encore l'adaptation de la population à ces nouvelles techniques."

D'après de Guise, tout cas de développement technique, comme l'installation du téléphone, repose sur trois facteurs: technique, économique et social; par là, il entend les bénéfices acquis par la réduction des inégalités dans le service téléphonique. "On voit très bien que jamais nous ne parviendrons à concilier ces trois objectifs, et c'est la donnée sociale qui sera sacrifiée." D'après lui, il devrait être possible "d'axer la recherche sur une technique qui permette de relier d'une façon économique les régions éloignées aux grands centres urbains; mais le caractère anarchique du développement technologique a fait diriger les recherches vers le visiophone." Il en résulte que les disparités régionales ne seront pas diminuées par la technique, mais plutôt accentuées.

De Guise trouve cependant de solides raisons d'optimisme dans certaines nouvelles possibilités qui sont offertes par les systèmes de télécommunication. "La première conséquence semble être un élargissement du champ social du citoyen du futur..... De la même façon que l'homme peut contrôler, bâtir et modifier son environnement physique, il pourra faire de même de son univers mental." Une possibilité de science fiction est "qu'après avoir été tradition-oriented, inner-directed et other-directed, l'homme deviendrait computer-oriented." La culture se

trouvera dans un état de transformation perpétuelle, entraînant soit "une homogénéisation par suite de la grande dépendance de l'autorité" soit "une pléiade de micro-cultures plus ou moins étanches les unes aux autres."

Godwin Chu, Université de Victoria. (M. Chu étant absent, son exposé a été distribué aux participants. Il est remplacé par David Hughes.)

"Si nous voulons que les gens assument de nouveaux rôles sociaux auxquels ils n'ont pas été jusqu'ici habitués, pouvons-nous augmenter cette possibilité en élargissant leur accès à l'information nécessaire pour remplir leurs nouveaux rôles?"

D'après Chu, l'information est "toute excitation qu'une personne perçoit dans son milieu et dont elle tient compte dans sa réaction vis-à-vis de ce milieu." Cette excitation pourrait être n'importe quoi, aussi bien un feu de signalisation qu'un article dans le journal du matin.

Dans une société pyramidale, la grande majorité des gens ne disposent que de peu d'information. Seul un très petit nombre de personnes au sommet de la pyramide possède une grande masse d'information. Une répartition aussi inégale est inévitable et pas nécessairement indésirable, dans la mesure où elle ne gêne pas le déroulement normal des différents rôles sociaux." Plus le rôle social est compliqué, plus il faut d'information. "Les organes d'information jouent un rôle de catalyseur" en poussant un individu à assumer un nouveau rôle social. Dans la société d'aujourd'hui, "l'information est si importante qu'elle a presque le statut d'une condition sine qua non".

T. Joseph Scanlon, Université Carleton.

Encounter, réunion organisée en février 1970, est une tentative "visant à intéresser les habitants de la région métropolitaine d'Halifax à leur propre collectivité". Un groupe de douze experts spécialisés dans tous les aspects des problèmes urbains sont venus à Halifax pour une semaine, pour lancer des idées, entendre des opinions et engager un débat libre avec les habitants au sujet des questions locales. Le projet Encounter a attiré des auditoires de plus en plus importants (jusqu'à 1200 personnes au cours d'une séance) et a suscité d'importantes interactions avec les différents moyens de diffusion représentés aux réunions.

"La décision (prise par les organes locaux) de considérer le phénomène Encounter tout entier comme un événement important signifie que chaque réunion a eu les honneurs des organes d'information et que, de cette manière, un certain nombre d'ensembles de la collectivité n'ayant pas l'habitude d'avoir

accès à la radio, à la télévision ou aux journaux, ont découvert que leurs opinions étaient traitées avec respect."

La radio est intervenue de trois manières: nouvelles de dernière heure; programmes d'affaires publiques et tribunes radiophoniques. "Tandis que la radio faisait connaître l'émotion, le drame et l'engagement", la télévision faisait des douze membres de l'équipe d'Encounter des personnalités publiques. "Cela a permis aux particuliers de s'adresser aux membres du groupe après les réunions, étant donné qu'ils avaient l'impression de les connaître."

Le quotidien local a adopté une attitude anti-Encounter très nette, tant dans ses éditoriaux que dans ses caricatures. Sur invitation du groupe Encounter, les habitants ont écrit au journal pour exprimer leurs opinions au sujet des éditoriaux. "Le rédacteur en chef du journal recevait rarement plus de quatre ou cinq lettres sur un même sujet. Pourtant, il en reçut alors plus de cent, presque toutes critiquant les éditoriaux." Un bi-hebdomadaire indépendant a adopté une attitude très différente. Le Fourth Estate "qui réalisait de son côté un projet de la même nature par des contacts avec les dirigeants et les personnalités de la Nouvelle-Ecosse est apparu pendant la semaine Encounter comme une force marquante de la collectivité."

Scanlon conclut que "la presse, bien qu'il s'agisse d'un nouveau genre, est aussi importante que jamais."

Les banques de données et l'intérêt public

L'organe d'information de l'avenir, d'après un grand nombre des participants du séminaire, est le système informatique. Quatre orateurs présentent différents aspects des banques de données ainsi que leurs liens avec l'intérêt public. Michael Lucas, le seul membre de la table ronde chargée des aspects commerciaux de l'accès à l'information qui ait préparé un exposé, y parle aussi des banques de données.

Diana Ironside, Ontario Institute for Studies in Education. La création de banques de données entraîne deux groupes de questions.

La première est d'ordre technique. "Des questions aussi importantes que la mise au point du pérogramme de gestion de l'information, d'ensembles statistiques et de langages machines compréhensibles pour l'utilisateur, doivent être résolues par nos informaticiens."

La deuxième série de questions est d'ordre social. "Nous devons nous demander qui contrôle les décisions relatives à l'intégrité de l'information recueillie, le véritable

environnement de la base des données, la fourniture et le genre des modes d'accès, la centralisation et le contrôle des dossiers confidentiels, l'établissement de liens entre une série de bases de données en langage machine permettant d'en faire des banques de données plus grandes et plus générales, ainsi que d'autres questions semblables ayant une influence éventuelle importante sur la qualité du milieu social. Quel genre d'information devrait-on enregistrer dans l'intérêt public? Comment relever l'information pertinente? Comment assurer la précision et l'intégrité du produit final? Comment organiser l'information afin de répondre aux besoins de nos citoyens? Comment découvrir les erreurs du système? Comment garantir la protection du dossier personnel de chacun et éviter l'invasion de sa vie privée? Comment assurer à l'utilisateur l'anonymat de l'utilisation? Comment structurer le système pour qu'il demeure sensible aux valeurs et aux priorités des gens qu'il dessert?

"Le droit du citoyen à l'information a été érodé par un certain nombre de facteurs, y compris l'explosion de l'information, le manque de systèmes appropriés d'enregistrement et de recouvrement de l'information, ainsi que l'incapacité des systèmes politiques et bureaucratiques à mettre au point des moyens efficaces pour résoudre la crise."

Comme il a été dit au chapitre 1, Mlle Ironside pense que l'on pourrait nettement améliorer la situation en créant une série de banques publiques de données offrant une grande variété de services gratuits que l'on a déjà décrits. En même temps, "nous devons assurer l'accès public approprié à un nombre sans cesse croissant de banques de données dans le domaine professionnel ou des domaines particuliers, banques dont la création est actuellement financée sur les fonds publics" comme la Banque canadienne des données du Bureau fédéral de la statistique, ainsi que divers systèmes urbains de données et d'information. "La voie d'accès pourrait être un téléphone, un écran de télévision ou un édifice au milieu d'une ville; l'important est que le terminal soit relié à un ensemble de données classées, précises et pertinentes". Il faudrait ensuite interconnecter les banques des données, puis assurer la normalisation des systèmes, des langages et de la structure des bases de données.

"Les bibliothèques publiques pourraient-elles servir d'intermédiaires entre le public dans son ensemble et les banques de données publiques et privées?" Elles pourraient grouper l'information provenant des banques de données pour l'usage particulier des gens dans leurs bibliothèques publiques locales. Si les bibliothèques n'assument pas un tel rôle, on pourra assister à la création d'une foule de centres d'information dans la collectivité, sous les auspices de divers organismes, chacun

ayant pour mandat de fournir des informations et des conseils, ce qui nous plongerait tous dans le chaos".

D'après Mlle Ironside, la précision de l'information dans une banque de données est vitale. "L'idée de normalisation si souhaitable dans les banques de données peut présenter cependant un plus grand danger." On pourrait se servir par exemple d'une banque pour identifier une personne en fonction d'un ensemble de critères. On voit ainsi que les gens ne seraient pas considérés comme des individus; que l'on pourrait les mesurer, les décrire en termes normalisés. Les gens deviennent des objets dans un tel système; on ne peut les consulter. Mlle Ironside cite alors les mots d'une autorité en matière de systèmes d'information: "Le système le plus efficace pour l'homme est celui qui développe son humanité."⁵

Michael Harrison, Southam Business Publications Ltd.
"L'étoile actuelle du firmament des organes de diffusion est le système d'information en direct... Certains systèmes expérimentaux ont montré que... le fait de relier un grand nombre d'individus à un base commune de données peut accélérer l'adoption d'un projet technique, juridique, ou de tout ce qui pourrait être le sujet d'une discussion."

"L'information sur commande" et l'"information interactive" (bidirectionnelle) concurrencent et diminuent la domination traditionnelle des moyens de diffusion de masse qui malgré leurs efforts variés ne peuvent vraiment répondre aux besoins individuels.

Cependant, les organes de diffusion individualisée, comme les banques de données, doivent faire face à leurs propres problèmes. Les usagers ne sont parfois pas assez renseignés pour exploiter pleinement le système. L'information sur commande devra être mise au point par tâtonnement. Entre-temps, il y a des questions cruciales à résoudre: "Qui contrôlera de telles banques? Qui leur fournira l'information?"

Le gouvernement a soumis les moyens de diffusion "aux lois générales sur les droits de reproduction, la calomnie, l'obscénité, et la santé publique". Il a aussi créé des sociétés de la couronne dans les domaines de la radiodiffusion et de la production de films. Devrait-il aussi s'occuper de manière

5 M.E. Maron, Large Scale Data Banks: Will People Be Treated as Machines?
Special Libraries, 60, 1 (janvier 1969), pp. 3-9.

active des nouveaux organes et exploiter les banques d'information? Non, d'après Harrison.

Harrison fait connaître son opinion sur la création des banques de données et des systèmes de transmission de l'information:

1. Le rassemblement de l'information ne devrait pas connaître d'obstacles, il devrait plutôt être encouragé.
2. Celui qui fournit une information à un droit de propriété à son sujet.
3. Il y a une distinction fondamentale entre le contenu de l'information et les moyens de communication qui la diffusent.
4. Ceux qui recueillent et diffusent l'information portent des jugements subjectifs sur son contenu et sa forme. On ne devrait par conséquent accorder aucune exclusivité aux moyens de diffusion individualisés ou de masse.
5. Les usagers devraient pouvoir choisir librement entre les différents organes de diffusion.

Lyman Richardson, T-Scan Ltd. Les systèmes d'information se divisent en deux types: les systèmes ouverts "pour lesquels il n'y a pas de moyen évident de retour de l'information" (comme les livres et la radiodiffusion) et les systèmes fermés, "où celui qui reçoit l'information peut entrer en contact avec l'expéditeur, dans une période temps assez courte". Les systèmes fermés comprennent les systèmes de communication de personne à personne, de personne à machine et de machine à machine.

Parmi les facteurs dont dépendrait la conception de toute banque nationale de données, on trouve les suivants: réponse, fiabilité, possibilité de gestion, possibilité d'expansion et coût. Comme facteurs importants, on trouve encore le volume de l'information à mettre en mémoire et le temps d'accès à cette information. "Une banque nationale de données pourrait très bien utiliser des moyens de stockage moins classiques, comme les microfilms sur lesquels on peut conserver un million de bits d'information par pouce carré. Ceci serait très utile pour l'information de référence à grand volume qui varie rarement. L'information la plus susceptible de changer pourrait être conservée par les moyens classiques".

La conception des systèmes de communications pourrait imposer des compromis entre l'importance des données et le coût

de leur utilisation. "Par exemple, on pourrait placer une imprimante par ligne dans un bureau de poste et les demandes pourraient être faites par téléphone. Les opérations simples pourraient être effectuées d'une manière simple grâce à l'emploi du télétype classique du service TWX, tandis qu'un centre des arts pourrait souhaiter utiliser un dispositif à rayons cathodiques."

Monique Ouellette, Conseil canadien de la recherche urbaine et régionale. L'information est de plus en plus "un élément essentiel de la gestion urbaine". Cela coûte cher, et il est probable que "les coûts de l'information urbaine s'élèveront à plusieurs millions de dollars chaque année. Ceci ne tient compte que de l'information effectivement obtenue: il est impossible d'évaluer les coûts de mauvaises décisions prises parce que l'information qui les eût éclairées parvint trop tard, ou même pas du tout, aux autorités compétentes; il ne fait pas de doute que ce coût, si on pouvait le calculer, serait exorbitant."

Il existe déjà plusieurs services d'information dans des domaines comme les transports, l'éducation et la construction, mais ceux-ci sont séparés. Il faudrait un accès plus facile aux différentes sources ainsi qu'une meilleure coordination.

Le Conseil canadien de la recherche urbaine et régionale étudie la planification d'un service d'information qui aiderait les usagers "à obtenir toute l'information pertinente dont ils ont besoin dans un minimum de temps avec un minimum d'efforts". Pour ce faire, le Conseil étudie les besoins d'information urbaine ainsi que ses sources. Le nouveau service serait "plus qu'une banque de données. On pourrait en effet difficilement concevoir une banque de données contenant toute l'information nécessaire aux disciplines si multiples et si diverses". On cherche plutôt à relier les réseaux existants ainsi que les autres sources moins organisées mais tout aussi utiles.

Michael J. Lucas, L. & W. Data Systems. "L'information est la partie vitale du monde des affaires", mais "l'explosion d'information" actuelle a atteint le niveau où "nous avons dépassé le point de saturation de la possibilité pour les individus de lire et d'absorber le flot d'information disponible. S'il veut demeurer informé, un individu doit consacrer une énorme partie de sa journée de travail à recueillir et à lire de l'information".

Les systèmes informatiques peuvent apporter une partie de la réponse, mais ils ne fonctionnent pas tous parfaitement. Un grand nombre d'entre eux sont tournés vers la technique plutôt que vers le service aux usagers, comme on l'a vu au chapitre 1. Les utilisateurs éventuels d'une banque de données doivent évaluer le service en fonction de deux facteurs: "De combien

changeront les coûts actuels avec l'avènement du service des banques de données; quel est le prix du service supplémentaire qu'il est possible d'obtenir". Ces deux facteurs sont difficiles à définir et "plusieurs analyses de marché dans les domaines de la mise en mémoire et du recouvrement de l'information montrent que l'évaluation d'une banque de données est basée essentiellement sur des attitudes individuelles plutôt que sur des faits économiques".

Les vues de Lucas sur le besoin d'assurer des services d'information à prix unique dans tout le Canada sont présentées en détail au chapitre 1, ainsi que sa proposition relative à un système électronique de transmission de données.

Surcharge d'information

Les banques de données et les systèmes vidéo fonctionnant sur demande, ajoutés aux systèmes de transmission par câble à voies multiples, fourniraient aux Canadiens plus d'information qu'ils n'en ont jamais eue. Cependant, il est possible qu'il en résulte une "surcharge d'information" indésirable:

Thomas McPhail, département des arts de la communication, Collège Loyola. "Même aujourd'hui, nous pouvons parler de surcharge d'information, vu la profusion de textes imprimés, d'images et de sons qui peuvent assez facilement entraîner la confusion chez l'individu moyen." Il est très probable que les hommes seront incapables de s'adapter à la gamme sans cesse croissante des moyens disponibles d'information. "Il se peut que nous poussions sans le savoir la société humaine (et par nous, j'entends les éducateurs de même que IBM, Xerox et National Cash Register) vers un état pathologique ou névrotique généralisé".

L'homme peut-il s'adapter facilement au rythme sans cesse grandissant de changement qu'entraîne l'industrie des communications? Y a-t-il un degré optimal ou maximal de changement que peut supporter le système humain? Nul ne le sait, et "nous n'avons pas vraiment les outils de recherche ou les critères de mesure qui soient conçus pour étudier en détail ces domaines fondamentaux".

D'après McPhail, une conséquence de la surcharge d'information est que les gens peuvent devenir si complètement écrasés par les problèmes humains (par exemple, les troubles universitaires, les dépenses militaires, la pollution, la drogue), que "chacun pourrait rapidement devenir un genre de démagogue", présentant des "slogans très simplistes permettant aux gens de s'en tirer facilement". Ce désir de sur-

simplification est appelé par McPhail le syndrome du "Reader's Digest".

Il existe un autre danger au développement des connaissances qu'une personne a de sa société, car l'information augmente ses désirs de solution des problèmes actuels. "Bien que nous ayons accéléré le rythme de transmission des problèmes, nous n'avons pas accéléré parallèlement celui des solutions ou des décisions".

McPhail s'interroge sur la préoccupation actuelle causée par les innovations dans le domaine des communications comme les ordinateurs, les satellites et le laser. "Bien qu'à première vue ils semblent apporter de grands avantages, on se demande vraiment si, au vu des dépenses entraînées, la société ne ferait pas mieux d'utiliser ses ressources dans d'autres domaines, par exemple, les transports, le logement ou la lutte contre la pauvreté."

Comme on l'a vu au chapitre 1, McPhail s'indigne que la technologie ait pris le pas sur les besoins de l'homme. "Je pense que le gouvernement peut et devrait prendre la décision de corriger la situation en favorisant et en encourageant la recherche, en coopération avec les industries des communications, afin de voir exactement ce que nous faisons de la qualité de la vie".

John Dudley, School of Human Communication Disorders, Université McGill. "L'homme acquiert des compétences, il est prédisposé à le faire, ce qui lui permet d'émettre et de recevoir des messages. Il semble qu'une fois ces compétences parfaitement exploitées, les communications humaines devraient être sans limite", et donc qu'un individu devrait avoir "un accès sans limite aux messages". Est-ce réellement le cas?

Il arrive fréquemment, condition que l'on ne comprend pas toujours très bien, que lorsque deux ou plusieurs messages de valeur différente se présentent en même temps, un ou plusieurs de ces messages sont supprimés, et "on a constaté que la teneur des messages n'importe pas".

La répétition amoindrit aussi la possibilité de différenciation. "Un message qui est jugé inacceptable à la première présentation devient neutre après un certain nombre de présentations".

Dans le cas où un moyen de diffusion, comme la télévision, ferait appel à deux ou plusieurs sens, on penserait que le stimulus visuel prendrait le pas sur le signal sonore"...car il semble y avoir "une hiérarchie d'accès". En fait, les éléments sonore et visuel de la télévision sont généralement complémentaires plutôt que concurrents. Les deux

messages agissent en combinaison l'un avec l'autre, ce qui augmente l'influence totale du message. "Si les deux messages sont incompatibles, ils s'influencent cependant réciproquement et produisent une information fautive. C'est ce que l'on voit souvent en publicité".

"Dans des conditions normales, le mécanisme humain peut accepter toute information qui lui est présentée. Avec de légers changements dans le mécanisme verbal, l'accès est limité aux messages les plus redondants. Un mécanisme des plus perfectionnés devient un groupe de systèmes désarticulés. L'accessible devient inaccessible. Nous pouvons donc considérer que l'accessibilité est illimitée mais vulnérable."

Benjamin D. Singer, département de sociologie, Université Western Ontario. On a présenté au chapitre 1 l'explication donnée par Singer des trois sortes de voies d'information qui existent dans la société. Il pense "qu'il existe un déséquilibre de communication... caractérisé par une surabondance de voies unidirectionnelles".

On a aussi exposé au chapitre 1 les idées de Singer sur l'influence sociale de cette voie unidirectionnelle omniprésente, la télévision, qui participe à l'état de surcharge d'information. Singer craint que "le développement des techniques de diffusion dépasse la possibilité pour la culture de créer des messages importants ou souhaitables qu'elle puisse transmettre. Si nous perdons le contrôle de nos moyens de diffusion, nous perdons le contrôle de notre culture".

En même temps, la multiplicité des voies de diffusion qu'entraîne l'existence des systèmes de télédiffusion par câble ne crée pas "la diversité et donc la liberté de choix". Un plus grand nombre de voies de communication pourrait simplement donner un plus grand nombre de choses identiques.

Les télécommunications peuvent aussi entraîner la création de voies interpersonnelles. Cependant, comme dans le cas du téléphone, elles n'assurent pas nécessairement accès à "l'information qui se rapporte à la personne en cause." Singer cite les difficultés d'information par téléphone auprès des institutions comme l'OHSIP, le service d'assurance-hospitalisation de l'Ontario.

Peut-être, dit Singer, "l'entreprise téléphonique pourrait-elle servir d'ombudsman des communications en créant des bureaux de retour d'information recevant et transmettant des messages dans le but d'augmenter les possibilités du téléphone pour toutes les catégories de la population. Ceci pourrait en particulier servir aux groupes minoritaires désavantagés".

Il constate malheureusement "que la demande du marché, selon les responsables de nos voies de communications, a créé une hégémonie technico-commerciale qui ne tient pas réellement compte des besoins humains".

D'après Singer, le premier pas vers une utilisation plus rationnelle des techniques de communications "serait de procéder à l'inventaire des besoins des gens en information dans l'ensemble de notre système social...Comment le pauvre s'en tire-t-il? Quelle information lui parvient par les voies de diffusion? Comment utilise-t-il les organes d'information personnelle, par rapport aux classes professionnelles?"

Il serait nécessaire de renseigner sur l'utilisation des voies d'information dès l'école primaire.

En résumé, il nous faudrait "étudier d'une façon plus critique nos systèmes de communications (à grande diffusion et interpersonnels) en ce qui a trait à leur utilité et à leur redondance" et notre but devrait être "de permettre à toutes les catégories de notre population d'atteindre leurs objectifs, chacun à sa manière".

Chapitre 3

CONCLUSIONS

Un séminaire multidisciplinaire de trois jours chargé d'étudier un sujet aussi vaste que l'accès à l'information (le besoin de savoir) est un instrument tout à fait incapable de recommander des lignes de conduite précises. Les participants ont été prévenus qu'ils étaient là "pour définir les réponses correctes et proposer des moyens de pouvoir les réaliser plutôt que de recommander des réponses précises".

Certaines des recommandations sont acceptées d'un manière générale, bien que pas toujours unanime. D'autres sont proposées par un ou deux ateliers de travail, et d'autres enfin par quelques participants. Classées dans un ordre allant du général au particulier, les conclusions du séminaire sont les suivantes:

1. L'accès à l'information est, ou devrait être, un droit pour tous les citoyens.

Certains participants doutent que l'accès à l'information soit un droit ou que, même s'il l'est, on puisse l'exercer en pratique. Toutefois, une majorité assez importante pense que dans notre société fertile en information, il faudrait élever l'accès à l'information au niveau des autres droits fondamentaux comme la liberté d'expression ou la liberté de réunion. Selon le rapport d'un atelier, "chaque citoyen devrait avoir droit à l'accès à l'information, comme il a celui d'être entendu, et ce dans les deux langues officielles".

2. Il incombe au gouvernement de garantir l'accès à l'information.

Les hommes d'affaires présents sont les principaux opposants à cette idée qui est acceptée d'une façon générale, bien que d'autres participants se méfient de "la bureaucratisation presque inévitable de tout ce qui tombe entre les mains du gouvernement". Dans le groupe de ceux qui demandent un rôle actif du gouvernement, un atelier de travail déclare: "Nous en arrivons au point où le domaine des communications devient tout aussi important que celui de l'électricité... Il s'ensuit que ce domaine est celui du gouvernement".

3. Le gouvernement devrait établir une politique nationale des communications de la même manière que la politique économique ou celle du bien-être social.

Les participants remarquent que s'il existe une politique nationale bien définie au sujet de la radiodiffusion, il n'y en a pas d'équivalente dans le domaine des communications. Un atelier réclame "un ensemble bien défini de priorités nationales" qui "une fois accepté par la majorité et endossé par tous les niveaux de gouvernement, entraînerait le développement de l'industrie des télécommunications selon des lignes directrices à orientation sociale".

Bien qu'il y ait un désaccord assez important au sujet du contrôle gouvernemental des banques de données, un grand nombre de participants s'inquiètent du manque actuel d'une réglementation de base pour la mise en mémoire et le recouvrement de l'information. Dans son rapport, un atelier estime "indispensable d'avoir des règles précises concernant les données personnelles" et ajoute: "Il y a actuellement un besoin urgent de garanties, de règles, et d'une politique générale concernant tous les aspects du contenu, de l'utilisation et des usagers des banques de données sociales et techniques".

4. Toute politique nationale en matière de communications devrait assurer un minimum essentiel de services à tous les citoyens, où qu'ils vivent.

Les disparités régionales (et socio-économiques) de l'accès à l'information retient l'attention des participants tout le long du séminaire. Le point de vue d'un particulier résume le souci général: "Toronto va avoir des téléphones à clavier et des visiophones tandis que les habitants de Terre-Neuve n'ont pas de téléphone du tout". Les participants ont cependant du mal à définir un minimum acceptable de service, ou à convenir du sens de l'expression "réseau élémentaire de communications unidirectionnelles desservant toutes les régions du Canada" utilisée dans le rapport d'un atelier.

5. Il faudrait prendre des mesures pour faire disparaître ou au moins réduire les différences dans le prix des communications au Canada.

D'après un atelier: "Le gouvernement devrait prendre les mesures permettant à la population de bénéficier de services à tarif unique dans tout le pays". L'uniformisation du coût de la transmission des données permettrait aux banques nationales prévues de desservir la collectivité dans son ensemble, et non ceux qui sont déjà avantagés. Plusieurs participants, ainsi

qu'un atelier, proposent l'établissement d'un tarif téléphonique national unique, sans considération de la distance.

6. Le matériel et les programmes des télécommunications devraient être séparés

Un grand nombre de participants réclament une séparation entre les organes de diffusion et les messages: émissions et données transmises ne devraient pas appartenir aux propriétaires des installations de radiodiffusion ou de transmission et de distribution des données.

"Les services essentiels de communications devraient être les premiers objectifs d'une réglementation des services publics", dit un atelier. D'un autre côté, un autre atelier fait remarquer "qu'il n'y a pas d'accord sur l'identité de ceux qui devraient alors posséder et contrôler les installations de communication."

Finalement, la question de propriété (publique, privée ou mixte) n'est pas tranchée.

7. Pour assurer la transmission d'information la plus libre entre producteur et destinataire, il faudrait éliminer autant de contrôleurs et de censeurs que possible.

Certains proposent, comme moyen de libérer la radiodiffusion, d'établir un réseau national de télédiffusion par câble qui serait financé uniquement par les abonnements, et donc indépendant de la contrainte imposée par la publicité. Cette proposition reçoit l'appui général, entre autre du fait qu'un réseau à canaux multiples offrirait le moyen d'élargir le petit groupe de directeurs, de producteurs, de scénaristes et de commentateurs chargé de l'ensemble de la programmation actuelle des émissions.

Un atelier recommande la création d'un réseau national "comportant jusqu'à 25 canaux vidéo ou l'équivalent en voies phoniques et de transmission des données... (Il) devrait être à accès multiple, à usages multiples et compatible avec un système d'information sur commande... (il) devrait en plus refléter et créer des intérêts nationaux et régionaux dans le sens social et économique."

8. Si l'accès à l'information devient un droit pour les citoyens, il faudra alors enseigner au public la manière d'utiliser les services d'information.

Puisque la possibilité d'utiliser l'information influence de plus en plus le mode de vie, il est de plus en plus important que les gens acquièrent la compréhension nécessaire du système d'information. D'après un atelier, "10 p. 100 au maximum de la population possède le savoir et la compétence nécessaires pour obtenir l'accès aux systèmes actuels d'information".

9. Si le gouvernement désire, dans un but social, contrôler le développement des techniques de l'information, il lui faudra en apprendre beaucoup plus sur les effets de ces techniques. Il lui faudrait peut-être pour cela créer un centre ou un institut de recherche sur les communications.

La proposition relative à un centre ou un institut est acceptée d'une façon générale au cours de la séance plénière finale. La description la plus détaillée d'une telle institution est présentée dans le rapport d'un atelier: "Il étudierait et évaluerait l'information en fonction du milieu et conseillerait le gouvernement. La proposition prévoit deux domaines d'activité pour l'institut, la recherche pure et la recherche appliquée...bien qu'il s'intéresserait surtout aux résultats. Il décernerait des diplômes et son personnel serait sujet à rotation". Une autre proposition particulière prévoit un centre national chargé d'étudier les nouvelles techniques de communications.

10. Avec ou sans centre de recherche, il faudrait créer, pour le gouvernement, l'industrie et les universités, un service d'information sur les techniques de communications et l'étude du milieu.

Cette proposition provenant de l'auditoire au cours de la dernière séance, reçoit l'appui général, sans discussion.

11. Les nouveaux systèmes nationaux de communications doivent déterminer les besoins en information, présents et futurs, des différents publics.

Une telle entreprise est loin d'être facile comme le fait remarquer l'un des ateliers: "Les gens qui ne peuvent avoir accès à l'information sont justement ceux qui ne peuvent faire connaître leurs besoins d'information supplémentaire". On propose en particulier que "le ministère des Communications envoie des équipes dans les régions déshéritées pour obtenir des informations directes".

Au cours de la dernière réunion, une proposition visant l'organisation d'une enquête nationale pour déterminer les besoins en communications reçoit un accueil mitigé. On demanderait aux Canadiens de toutes catégories leurs opinions et l'on ferait connaître ces points de vue dans l'ensemble du pays afin d'obtenir d'autres opinions.

Certains participants soutiennent que le coût en serait trop élevé. D'autres considèrent que, quoi qu'il en soit, ce cas représente le genre créateur de télécommunications qu'il faut essayer. Comme le dit l'un des partisans de cette idée: "Je suis en faveur de ce principe. Il est probable qu'il ne donne pas de résultat, mais cela vaut quand même la peine d'essayer". Un autre déclare: "Le nouveau milieu des communications est en train de créer un nouveau Canada. Nous ferions mieux de savoir quel genre de Canada veulent les Canadiens".

Le séminaire se termine sur cette note positive.

ANNEXE "A"

Président du séminaire: R. Gwyn, ministère des Communications

Président de la séance plénière: Antonin Boisvert, Radio-Québec

Tables rondes:

1. Technologie

Gilles Bergeron, ministère des Communications
(président)

D.M. Atkinson, Bell Canada*

R.E. Pomfret, ministère de l'Industrie et du Commerce*

Hans Von Baeyer, Acres Intertel Ltd*

Stuart Griffiths, Bushnell Communications Ltd.*

2. Banques de données et intérêt public

Jacques Brazeau, Université de Montréal (président)
Diana Ironside, Ontario Institute for Studies in
Education*

Michael Harrison, Southam Press*

Lyman Richardson, T-Scan Ltd*

Monique Ouelette, Conseil canadien de la recherche
urbaine et régionale

3. Questions sociales

Gaétan Daoust, Université de Montréal (président)

Duane Starcher, Université Memorial*

Jacques de Guise, Université Laval*

David Hughes, Thunder Bay (Ontario)

Godwin Chu, Université de Victoria (C.-B.)*

Joe Scanlon, Université Carleton*

4. Surcharge d'information

Antonin Boisvert, Radio-Québec (président)

John Dudley, hôpital Royal Victoria*

Tom McPhail, Collège Loyola*

Benjamin Singer, Université Western Ontario*

5. Affaires

André Det, Power Corporation (président)
D.D. Lockhart, Canadian Lumbermen's Association
John Sealy, Samson, Bélair, Riddell, Stead Inc.
Mike Lucas, L&W Data Systems Ltd*

PRESIDENTS DES ATELIERS

G. Bergeron, ministère des Communications
D. Hilton, ministère des Communications
F. Howard, ministère des Communications
DeM. Marchand, ministère des Communications
I. Midgley, ministère de l'Expansion économique
régionale
Glen Milne, Université Carleton

*Communications disponibles sur demande.

BUTS DU SEMINAIRE

"En accordant une considération particulière aux disparités régionales, on peut définir les buts du séminaire comme suit:

1. étudier les moyens de mettre au point et d'appliquer une technologie, des systèmes, concepts et institutions de télécommunications permettant idéalement de mettre un volume optimal d'information à la disposition du plus grand nombre possible de personnes, groupes et institutions;
2. évaluer les avantages et inconvénients (économiques, sociaux) de cette information ainsi que les inconvénients de son absence.

Table ronde sur la technologie

Etude d'exposés préparés; en particulier, discussion du coût de toute une gamme de systèmes d'information nationaux possibles, c'est-à-dire de transmission phonique, d'informatique, etc.

Table ronde sur les affaires

Evaluer le coût et les avantages, pour des entreprises commerciales, de l'accès à l'information au moyen de systèmes de transmission efficaces. (Il faudrait en particulier étudier les avantages et inconvénients pour les sociétés situées dans des régions défavorisées du pays, ou ayant l'intention de s'y installer.)

Table ronde sur les banques de données et l'intérêt public

Etudier les moyens de déterminer les priorités, en fonction de l'intérêt public, de l'établissement des banques de données; par quels moyens et selon quels accords institutionnels peut-on y procéder afin d'assurer l'accès maximal à ces banques.

Table ronde sur la surcharge d'information

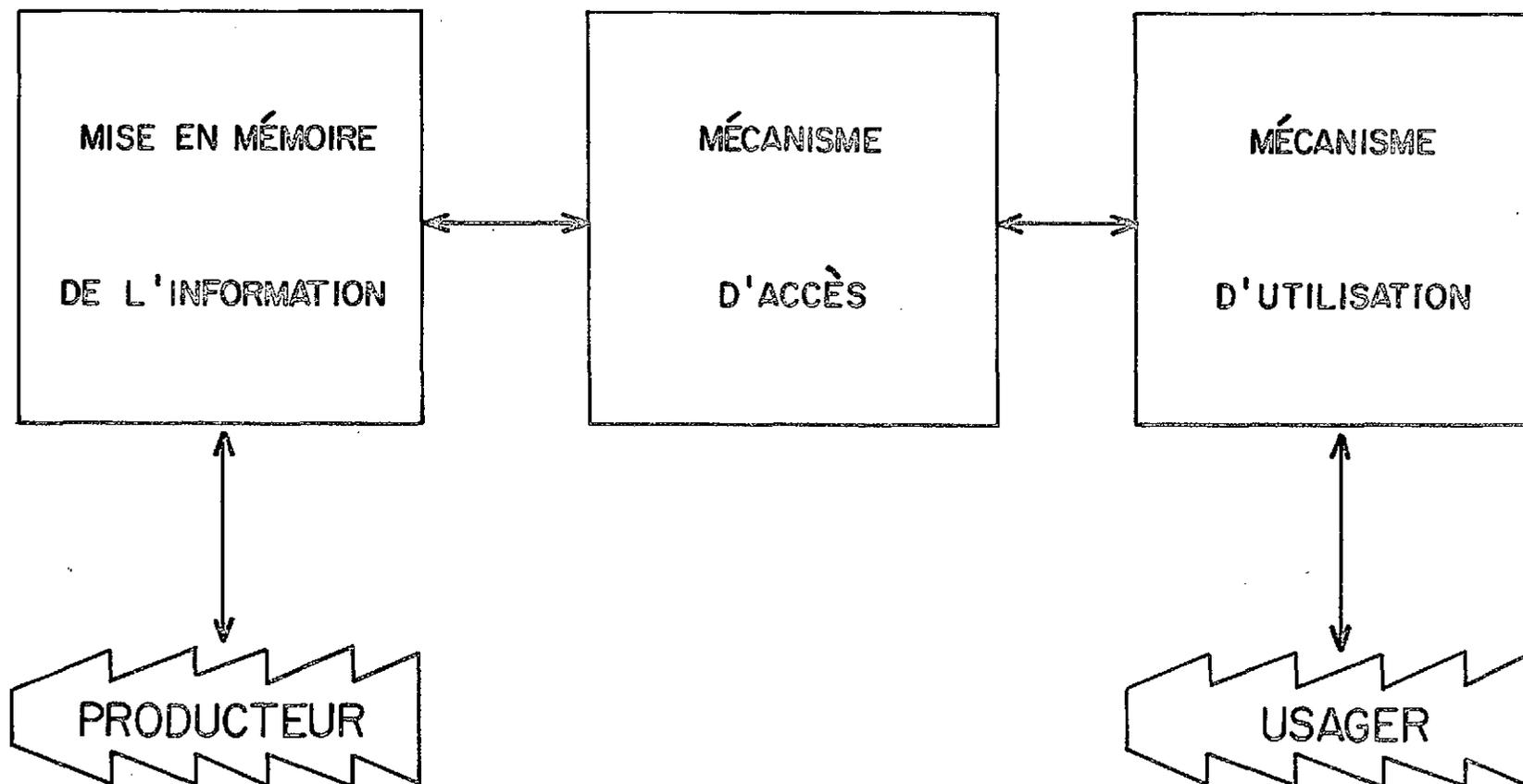
Etudier les conséquences neuro-physiologiques et sociales d'une surcharge d'information pour les individus et les groupes.

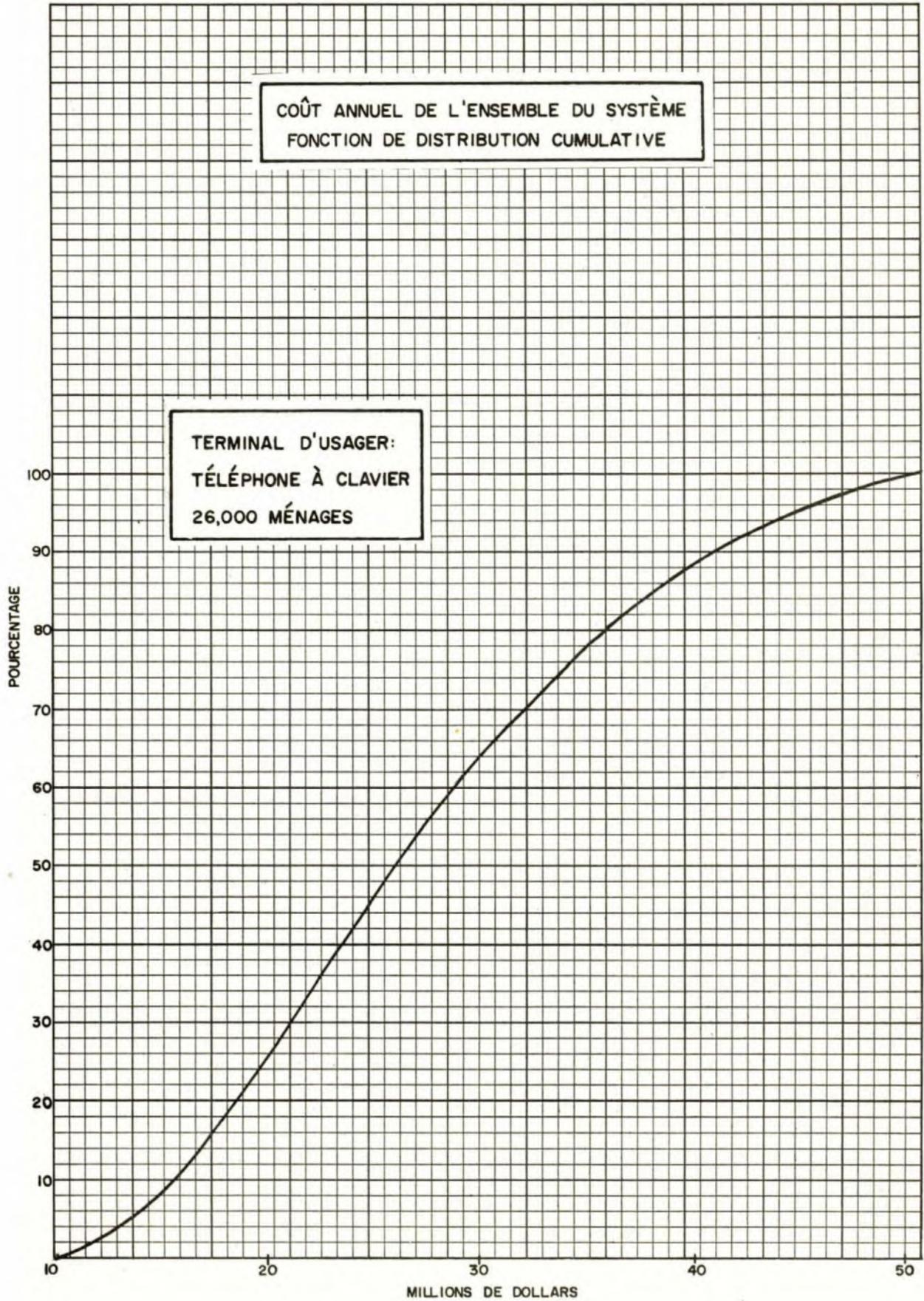
Table ronde sur les questions sociales

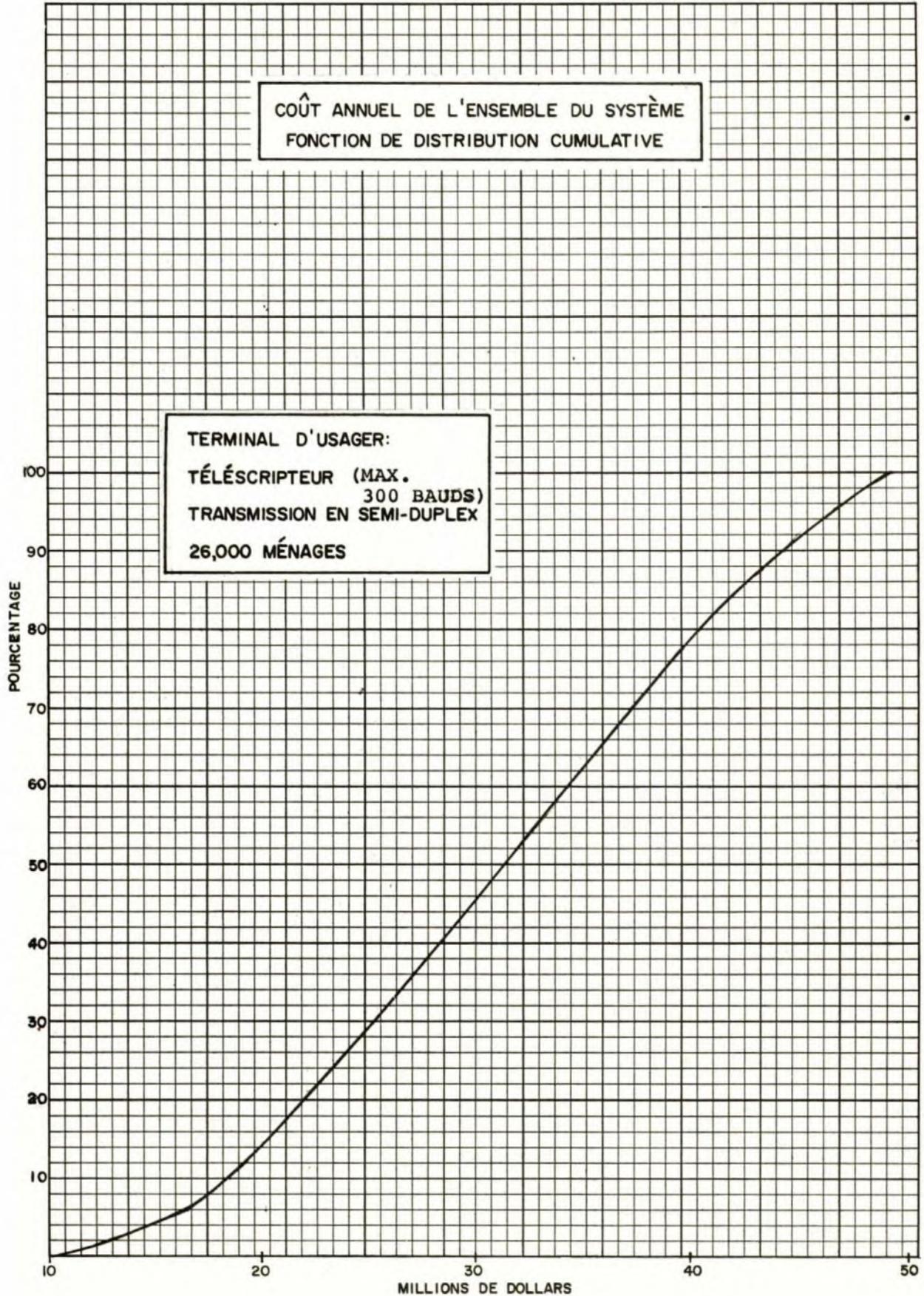
Etudier les avantages et inconvénients sociaux de l'accès à l'information pour les particuliers et les groupes dans les régions sous-développées (les pauvres, les jeunes, et les minorités linguistiques et ethniques).

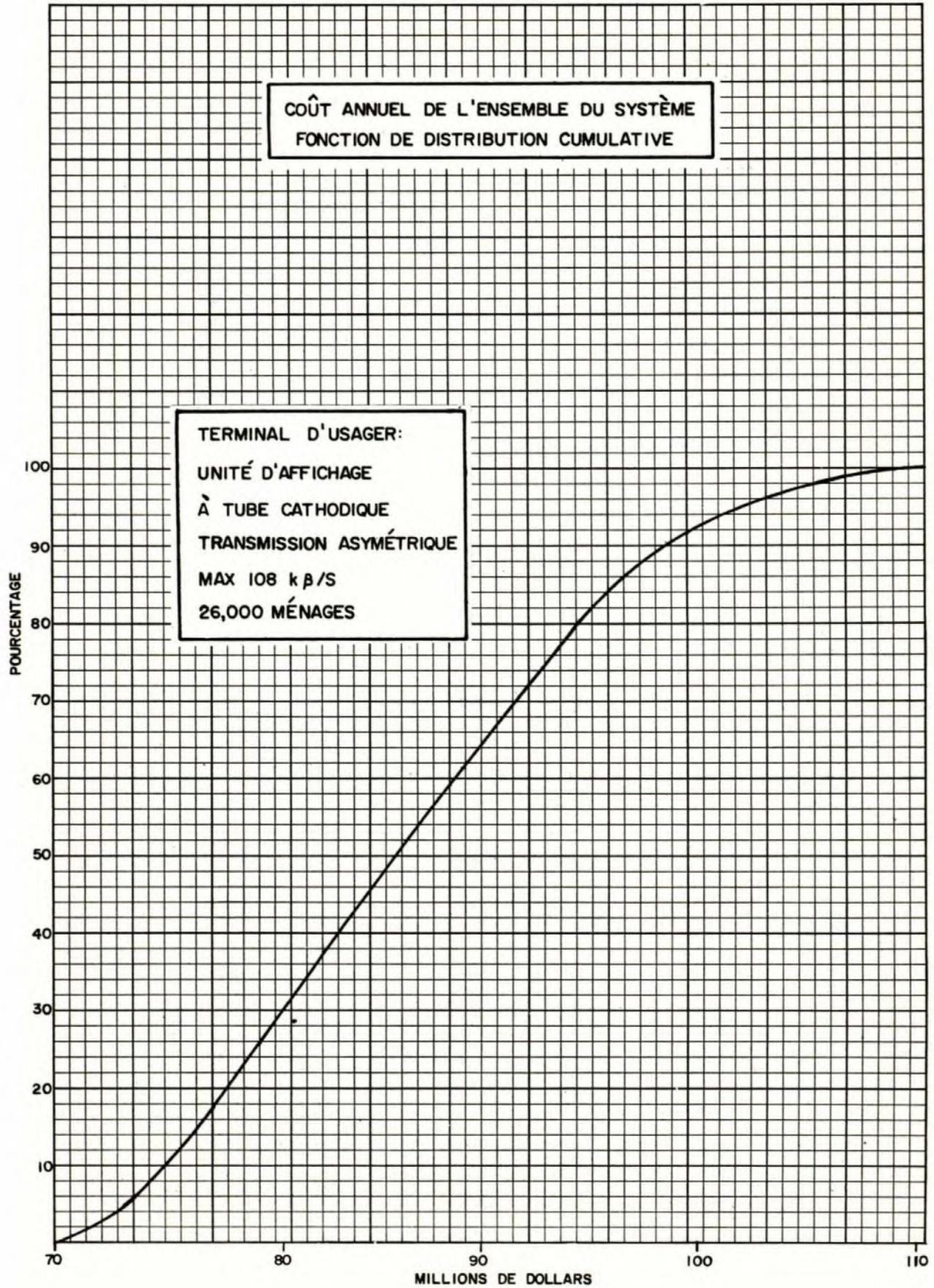
DIAGRAMME 1
SYSTÈME D'ACCÈS À L'INFORMATION

41.









Dept. of Communications
Hedderwicks Library

10/10/10